

On poursuit le barbier ; le magistrat le condamna à une amende ; le condamné en appela à la Cour du banc de la Reine. Sur quoi il s'agit de trancher la question : Qu'est-ce qu'un barbier ? Ce n'est pas un commerçant, ni un artisan ; peut-on dire même qu'il exerce un métier ? Au temps où la loi a été édictée, le barbier était en quelque sorte un chirurgien ; lui seul avait dispense de saigner et d'arracher les dents.

Après avoir amplement discuté la question, la Cour a admis l'appel, et annulé le jugement. Les barbiers du Royaume-Uni ont donc licence d'exercer leur profession le dimanche, et beaucoup de gens ne seront pas fâchés de voir une brèche aussi large faite à une loi absurde, qui permet aux puritains de certaines villes des vexations aussi odieuses que tyranniques.

PÈLERINAGE COLOSSAL

Le pape a convié les catholiques de toutes les nations à organiser des pèlerinages à l'occasion du jubilé de Rome et de la canonisation du chanoine de La Salle, fondateur de l'Institut des Frères des Écoles Chrétiennes.

La date de cette cérémonie est fixée au 24 mai.

Les catholiques français ont répondu à cet appel, et un comité s'est formé sous la présidence du cardinal Archevêque de Paris, pour organiser un pèlerinage national d'hommes qui remplacera le voyage annuel à Lourdes.

Le R.-P. Lémus, supérieur des Chapelains de Montmartre, a été chargé de la constitution des groupes régionaux et de la direction générale de cette exode vers la Ville éternelle qui ne comprendra guère moins de dix mille pèlerins français.

Le pape offre deux mille lits aux fidèles les moins aisés auxquels on assurera, pour 4 fr. 50 (0.90c) par jour, trois repas au Vatican. Les autres pèlerins seront logés à l'hôtel ou dans des maisons particulières à des tarifs spéciaux.

Une quinzaine de trains sont déjà retenus. Le voyage coûtera 65 francs (\$13) aller et retour.

On aura obtenu ces deux perfectionnements — solidarité et association, — lorsque le gouvernement et la nation se fondront l'un dans l'autre de manière à former une véritable commandite nationale basée sur les intérêts et non sur les opinions.